



Fixation des tarifs maxima des transports routiers  
de marchandises

	Arrêté	25. 6.42
Circulaire du M.T. aux Préfets		29. 8.42
Circulaire des M. P. & T.P. aux Préfets		5.11.42

Extrait du Bulletin Officiel  
des Services des Prix  
du 26 Juin 1942

N° 3564 - Arrêté fixant le tarif maximum des transports routiers de marchandises

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 21 Octobre 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix ;

Vu l'avis du comité central des prix,

Arrêtent :

Art. 1er - Les préfets régionaux et départementaux ne peuvent, en aucun cas, approuver des prix de transports routiers de marchandises supérieurs aux tarifs maxima suivants :

Art. 2 - Tarif de location des camions.

Les tarifs ci-contre, composés de deux termes qui s'ajoutent, s'appliquent, quel que soit le chargement, pour la mise à la disposition du camion à l'expéditeur et l'exécution de ces transports.

Catégorie du véhicule				TARIF	TARIF
				journalier	kilométrique
Tonnes				francs	francs
Jusqu'à	0,5	charge utile	.....	236	1.20
-	0,75	-	.....	252	1.60
-	1	-	.....	286	2.-
-	1,5	-	.....	302	2.40
-	2	-	.....	336	2.80
-	3	-	.....	388	3.40
-	4	-	.....	420	3.60
-	5	-	.....	488	4.40
-	6	-	.....	538	4.80
-	7	-	.....	588	6.20
-	8	-	.....	638	6.80
-	9	-	.....	706	7.40
-	10	-	.....	772	8.60
-	11	-	.....	840	9.80
-	12	-	.....	892	10.60
-	13	-	.....	940	11.20
-	14	-	.....	1.008	11.80
-	15	-	.....	1.060	12.40
-	16	-	.....	1.126	12.40
-	17	-	.....	1.194	12.40
-	18	-	.....	1.260	12.40



Le prix à la journée se fractionne par demi-journée, étant compté tout le temps de mise à disposition, y compris les temps de chargement et d'immobilisation.

Le prix kilométrique s'applique au parcours total, du garage au garage, y compris parcours à vide avec minimum de perception de 90 km. par jour et de 50 km. par demi-journée.

Moyennant le paiement de ces deux prix, tous les frais d'exploitation, y compris notamment le paiement du chauffeur, sont à la charge de l'exploitant.

La location des véhicules spéciaux sera réglée aux tarifs ci-dessus, mais suivant des barèmes d'équivalence qui seront fixés ultérieurement.

#### Art. 3 - Tarifs de transport des lots.

Les prix limites, à la tonne kilométrique, par lot d'au moins une tonne, sont les suivants :

3 fr.15 par tonne kilométrique, pour les parcours jusqu'à 100 km., avec minimum de perception de 50 km.;

3 fr. par tonne kilométrique de 101 à 300 km. ;

2 fr.80 par tonne kilométrique au-dessus de 300 km.

Ces prix s'appliquent au transport de dépôt à dépôt, et ne comprennent pas les frais de camionnage au départ ou à l'arrivée.

Ils s'appliquent aux marchandises d'encombrement normal et peuvent être majorés de 50 p.100 pour le transport des marchandises volumineuses.

#### Art. 4 - Tarifs des expéditions de détail.

Pour les expéditions de détail, les prix limites seront les suivants :

a) Pour les colis d'un poids égal ou inférieur à 50 kg., le tarif des colis express de la Société Nationale des chemins de fer;

b) Pour les expéditions de 50 kg. à 1 tonne, le tarif grande vitesse, catégorie A, de la Société Nationale des Chemins de fer.

#### Art. 5 - Tarif de camionnage.

Les tarifs de camionnage ne doivent pas dépasser les tarifs maxima autorisés de factage et de camionnage de la Société Nationale des chemins de fer. Toutefois, dans les cas spécialement

motivés, les préfets pourront approuver exceptionnellement des tarifs plus élevés sous réserve qu'ils ne présentent pas une hausse supérieure à 100 p.100 par rapport aux tarifs homologués ou aux tarifs normaux effectivement pratiqués en Septembre 1939.

Art.6 - Transports spéciaux.

Les tarifs maxima ci-dessus ne sont pas applicables aux transports effectués par les véhicules spéciaux visés à l'article 14 du décret du 20 Août 1939 ( code de la route ).

Art.7 - Les prix figurant aux tarifs ci-dessus s'entendent toutes taxes comprises.

Art 8 - Les secrétaires généraux intéressés et les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur à compter de la date de sa publication au Bulletin officiel des services des prix;

Fait à Paris, le 23 Juin 1942.

Pour le ministre secrétaire d'Etat  
aux Finances et par délégation:

ZAFFREYA.

Pour le secrétaire d'Etat aux  
Communications et par délégation :

SCHWARTZ.

(Section 278).



AL

Ministère des Finances

Paris, le 5 novembre 1942.

Direction de l'Economie Générale

Sous-Direction des prix  
3ème SectionSecrétariat d'Etat  
aux CommunicationsDirection de l'Economie  
des Transports

Service de la Coordination.

3ème Bureau

Transports routiers de marchan-  
dises.

Fixation des tarifs autorisés.

Circulaire N° 2754-106 Série B  
N° 181

95/3.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,  
Le Secrétaire d'Etat aux Communications,à MM. les Préfets Régionaux.  
MM. les Préfets Départementaux.Tarifs maxima des transports routiers de marchandises.L'arrêté interministériel du 23 juin 1942, paru au Bulletin  
officiel des Prix du 26 juin 1942, a indiqué les tarifs qui ne  
doivent pas être dépassés dans les arrêtés préfectoraux fixant  
les tarifs autorisés.La présente circulaire donne les directives pour l'établis-  
sement de ces tarifs.II - Conditions d'application des prix figurant dans l'arrêté  
interministériel du 23 juin 1942.A) Tarif de location (art. 2 de l'arrêté)Ce tarif rémunère l'entrepreneur de la mise à la dispo-  
sition d'un véhicule et d'un chauffeur à l'utilisateur pour l'exé-  
cution de ses transports, l'utilisateur usant du véhicule loué  
comme si ce dernier lui appartenait. Le tarif en question ne  
comprend donc pas les opérations de chargement et de déchargement  
les paiements et encaissements pour le compte de l'utilisateur,  
les formalités d'octroi ou de régie, etc....., ni l'assurance  
de la marchandise transportée, puisque le tarif est établi dans

l'hypothèse que l'entrepreneur agit comme le préposé de l'utilisateur pour l'exécution des opérations matérielles du transport, l'utilisateur conservant la maîtrise du transport.

Le tarif couvre toutes les dépenses d'entretien et d'exploitation du véhicule, les achats de matières, le paiement du chauffeur, à l'exception des indemnités de frais de route, de décaissement et d'autres.

Le prix journalier est applicable à une durée maxima de 8 heures de mise à disposition du véhicule; il se fractionne par moitié pour une demi-journée de 4 heures au maximum. Le temps de mise à disposition se compte depuis le départ du camion du garage jusqu'à son retour, les temps de chargement et de déchargement étant ainsi compris.

Pour les locations de longue durée, le prix journalier est applicable aux journées d'inactivité à l'exclusion des dimanches et jours fériés et des jours pendant lesquels l'entrepreneur défaillant n'aurait pas mis le camion à la disposition du bénéficiaire.

#### B) Tarifs de transport des lots ( art. 3)

Ces prix s'appliquent au transport des lots de dépôt à dépôt, ils comprennent donc le chargement de la marchandise du dépôt sur le camion, et le déchargement de la marchandise au dépôt.

#### C) Tarif des expéditions de détail (art. 4)

Le tarif a) comprend, comme le tarif ferroviaire qu'il vise, les frais de manutention et de livraison de gare à domicile.

Le tarif b) appliqué sur le chemin de fer de gare à gare, s'entend, pour la route, de dépôt à dépôt. Lorsqu'il y a en plus enlèvement ou livraison, il doit être augmenté des frais de camionnage. D'autre part, ce tarif comprend, en sus des chiffres de la colonne A du tableau II de l'annexe 3 aux tarifs généraux pour le transport des marchandises ( barème de la S.N.C.F.) un droit de 5 frs par expédition, qui figure au paragraphe 3) de l'annexe A susvisée.

Pour appliquer le tarif a) en fonction des destinations, il faut se référer au tableau I ( S.N.C.F.) du tarif des petits colis, qui indique les numéros de prix applicables pour le calcul des taxes.

Pour le tarif b), le numéro de prix 1, du tableau II de l'annexe A aux tarifs généraux doit être appliqué de 0 à 10 kms, le numéro 2 de 11 à 20 kms et ainsi de suite de 10 en 10 kilomètres. Toutefois, à partir du numéro 21, les tranches sont de 20 kms le prix 21 s'applique ainsi, le premier, de 201 à 220 kms, le numéro 22 de 221 à 240 kms et ainsi de suite.



D) Remarque générale.

Pour l'application de la taxe le client ne peut en référer qu'au tarif autorisé qui a été choisi avant la passation du contrat.

II. Mode d'établissement des tarifs.

A) Principes généraux.

La fixation des tarifs maxima doit être faite en respectant les différentes formes de tarification figurant à l'arrêté interministériel. Il serait inadmissible, par exemple de substituer au tarif binôme de l'article 2 un seul prix kilométrique, avec ou sans minimum de parcours. Dans leur présentation, les arrêtés doivent se suffire à eux-mêmes sans aucune référence à d'autres textes.

B) Tarif de location des camions.

Il faut adopter les tranches de coupure de poids de l'arrêté interministériel, étant noté que les chiffres du barème s'entendent pour la limite supérieure de tonnage exclus, et il ne faut pas changer les distances minima de perception. Toutefois, au-dessous des distances fixées à ce sujet dans l'arrêté interministériel (90 et 50 kms), il pourrait être fixé d'autres tarifs binômes avec des tarifs journaliers plus élevés et des tarifs kilométriques plus faibles, l'équivalence étant assurée aux distances limites de part et d'autre desquelles sont appliqués les tarifs différents.

Il est inutile de prévoir une réduction du prix kilométrique pour les voyages à vide, car l'utilisateur a intérêt à ce que le camion soit bien chargé sur la plus grande partie du parcours.

Le tarif kilométrique ne semble pas devoir varier d'une région à l'autre, si le tarif journalier ne peut guère varier qu'en fonction des salaires.

Il pourra être établi un tarif de location sans chauffeur.

D'autre part, le tarif de location peut être appliqué, avec des prix spéciaux plus élevés, fixés comme il sera dit au chapitre III ci-après lorsqu'il s'agit de contrats de transports dans lesquels l'entrepreneur assume toutes les obligations que le Code de Commerce met à la charge du voiturier.

( Il convient donc de remarquer à ce propos, pour éviter toute confusion, que le mot "location" a, dans l'arrêté interministériel, un sens différent de celui qu'il a dans le décret du 12 janvier 1939 sur la coordination des transports, puisqu'il peut être appliqué, comme il vient d'être dit, à des contrats de transport sortant



du cadre des opérations qui peuvent être effectuées avec les cartes de location).

C) Tarif de transport des lots.-

Il faut garder les mêmes distances de jalonnement qu'à l'article 3 de l'arrêté interministériel. La distance minima de perception peut être inférieure à 50 kilomètres mais sans pouvoir descendre au-dessous de 25 kilomètres.

D) Tarif des expéditions de détail.

Pour le tarif a), il suffira de fixer une unique série de prix en fonction du poids pour tous les transports effectués dans le département ou à une distance au plus égale à 100 kms s'ils sortent du département.

Le tarif b) devra être défini avec les distances de jalonnement indiquées au Chapitre I - C parage 4 de la présente circulaire, sous forme d'un barème en fonction de la distance. Il pourra s'y ajouter un droit fixe par expédition. Ce tarif pourra être prolongé, pour les expéditions d'un poids inférieur à 50 kgs par des prix inférieurs à ceux du tarif a) (puisque ce dernier tarif comprend la livraison à domicile tandis que le tarif b) s'entend de dépôt à dépôt).

Un tarif spécial sera fixé pour les expéditions de détail transportées par services réguliers de messageries. Les prix de ces services ne sont pas soumis, en effet, aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 23 juin 1942. Les prix, de dépôt à dépôt, seront fixés conformément aux instructions de la circulaire 35/3 (Communications) du 27 octobre 1941. Il sera établi deux barèmes : un premier pour les transports inférieurs à 50 kms et n'empruntant qu'une seule ligne, un second pour les autres transports. On conservera les coupures de poids définies dans la circulaire précitée.

E) Tarif de camionnage.

Les tarifs de camionnage des entreprises ne travaillant pas pour le compte de la Société Nationale des Chemins de fer peuvent être plus élevés que les tarifs maxima autorisés des entreprises de factage et de camionnage de cette Société lorsque les premières travaillent dans des conditions financières plus défavorables que les secondes.

Il en est ainsi, notamment, lorsque les services de factage et de camionnage de la S.N.C.F. sont exploités en régie, ou subventionnés, ou lorsqu'ils sont effectués par certains camionneurs pour lesquels ils sont des transporteurs à appoint dont le prix peut ne couvrir qu'un prix de revient partiel dégagé de tout ou partie des frais généraux.

## F - Tarifs spéciaux.

Dans certains cas, tels notamment que celui des transports de betteraves, il pourra être nécessaire de fixer des tarifs spéciaux tenant compte des conditions particulières du service, de manière à intéresser les entrepreneurs au bon rendement des camions.

## III - Calcul des prix.

En principe, les prix nouveaux doivent être calculés en faisant subir aux prix de septembre 1939 les effets des différentes hausses survenues depuis cette date.

Toutefois, ce mode de calcul serait souvent très incertain, car les conditions d'utilisation se sont beaucoup modifiées depuis l'époque de référence. Il est préférable de passer par le prix de revient de l'exploitation d'un camion qui se présente sous la forme que le tarif de l'article 2 de l'arrêté interministériel, avec un terme journalier et un terme kilométrique.

L'évaluation de ce prix de revient en septembre 1939 sera confirmée par les tarifs pratiqués à l'époque, compte tenu des conditions d'utilisation du moment. Il y aura lieu, ensuite, de faire subir aux deux termes du prix de revient susvisé les majorations résultant des différentes hausses. Cette évaluation servira de base au calcul de tous les tarifs d'application. Chaque tarif, compte tenu des conditions d'utilisation actuelles, devra couvrir l'évaluation du nouveau prix de revient. (Dans la comparaison qui pourra être faite avec le tarif de l'article 2, il ne faudra pas perdre de vue que ce tarif ne couvre que les opérations indiquées plus haut).

Les calculs seront utilement appuyés par les renseignements comptables fournis par les Groupements Départementaux de transporteurs routiers et les Entrepreneurs. Le cas échéant on consultera sur place tous les documents permettant des vérifications comptables plus ou moins partielles confirmant l'exactitude des renseignements fournis.

Il convient de prendre note que le tarif de l'article 2 de l'arrêté interministériel a été fixé en ne laissant qu'une faible marge, par rapport au prix de revient. On pourra donc toujours adopter le tarif kilométrique de l'arrêté interministériel. Le tarif journalier pourra être adopté dans toutes les localités où les salaires sont les plus élevés (c'est-à-dire ceux de la Région Parisienne) et il conviendra dans les autres localités de



ne pas descendre au-dessous de 80% de ce tarif.

Lorsque le tarif de location sera appliqué pour l'exécution de contrats de transports en vertu desquels l'entrepreneur a toutes les obligations du voiturier, le tarif journalier de l'article 2 pourra être majoré, dans une limite qui ne devra pas dépasser 20%.

Les prix des tarifs des articles 2 à 4, doivent être uniformes dans chaque région. Il ne doit y avoir d'exception à cette règle que pour des raisons tout à fait motivées (Exemples : parties montagneuses ou dans lesquelles les prix de revient sont différents par suite de conditions d'exploitation particulières).

Il est donc conseillé aux Préfets Régionaux de ne donner délégation aux Préfets Départementaux que pour la fixation des tarifs de camionnage.

Les tarifs des transports routiers à grande distance seront fixés dans les conditions prévues au chapitre C, II, parag. b) de la Circulaire Interministérielle N° 2146 du 30 mai 1941.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Robert Gibrat.

Pour le Ministre, Secrétaire d'Etat  
aux Finances,  
et par délégation:

Zaffreya.

Copie de la présente circulaire est adressée à M.M. les Ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées dont l'attention est attirée sur la circulaire N° 2451/75 du 26 mars 1942 et l'instruction N° 2573/81 parues au Bulletin Officiel des Services des prix du 3 juillet 1942.



## MINISTÈRE DES FINANCES

Paris, le 29 Septembre 1942

Direction de l'Economie Générale  
Sous-Direction des Prix

Série Générale n° 2691  
Série Nouvelle n° 98

Objet :  
Tarif des Transports  
routiers de marchandises

LE MINISTRE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES

à MM. les Préfets Régionaux de la Z.O. pour instruction

à MM. les Préfets Départementaux pour information

L'article 1er de l'arrêté n° 4.185 du 11 Août 1942 (130-14-81) vous a délégué compétence pour fixer les tarifs des "transports locaux à l'intérieur de la région et des départements limitrophes".

Toutefois, en matière de transports routiers de marchandises, l'arrêté n° 3.364 du 23 Juin 1942 (bulletin Officiel des Services des Prix du 26 Juin) a fixé des prix maxima que, dans l'exercice de leurs pouvoirs les Préfets Régionaux ou, sur leur délégation, les Préfets départementaux ne peuvent en aucun cas dépasser.

C'est ainsi que sont fixés les tarifs maxima de locations de camions (article 2), de transports des lots (article 3), des expéditions de détail (article 4).

En ce qui concerne les tarifs de camionnage, l'article 5 dispose qu'ils ne doivent pas excéder les tarifs maxima autorisés de factage et de camionnage de la S.N.C.F.

Cependant, le même article prévoit la possibilité pour les Préfets d'accorder exceptionnellement des tarifs supérieurs. Mais cette faculté est elle-même limitée : en tout état de cause les tarifs autorisés ne devront pas présenter une hausse supérieure à 100 % par rapport aux tarifs homologués ou aux tarifs normaux effectivement pratiqués au 1er Septembre 1939.

J'attire votre attention sur le caractère tout à fait exceptionnel que doivent revêtir les autorisations de pratiquer des tarifs supérieurs aux tarifs de factage et de camionnage de la S.N.C.F. Elles ne sauraient être délivrées que pour des motifs très sérieux et après enquête approfondie. En outre, la hausse de 100 % sur les prix du 1er septembre 1939 doit être considérée comme une limite extrême qui ne devrait pas, dans la généralité des cas, être atteinte.

D'autre part, je vous rappelle, qu'avant de prendre vos arrêtés de fixation de tarifs, il est nécessaire d'avoir reçu l'accord des autorités occupantes (District d'Administration Militaire allemande de St-Germain, Angers, Bordeaux et Dijon).

.....

Vos arrêtés doivent continuer à m'être transmis conformément aux prescriptions de ma circulaire 2.451/75 du 26 Mars 1942.

Direction de  
l'Economie des  
Transports

Pour le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Finances  
Le Secrétaire Général aux Questions  
Economiques

Service de la Coordination 94-3

ZAFFREYA

3ème Bureau  
Série B - n° 175

- Copie adressée à titre d'information à
- MM. les Inspecteurs Généraux des Ponts et chaussées chargés de circonscriptions régionales (zone occupée)
  - à MM. les Ingénieurs en Chef des Ponts et Chaussées (zone occupée).

PARIS, le 6 Novembre 1942  
LE SECRETAIRE d'ETAT aux COMMUNICATIONS

Pour le Secrétaire d'Etat aux Communications  
et par autorisation  
Le Directeur de l'Economie des Transports

OLLIVE